



PRÉFET DU HAUT-RHIN

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Service de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial

BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES ET DES
INSTALLATIONS CLASSÉES

Arrêté du 11 mai 2026 portant mise en demeure à la Société RMB de respecter les dispositions applicables à ses installations sises à BERGHEIM

Le préfet du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du Code de l'environnement et notamment, son article L. 171-8 I,

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation,

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2011 portant prescriptions complémentaires à la société RMB (arrêté codificatif) pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux et d'une installation de transit, regroupement et de tri de déchets non dangereux sise route de Rodern à Bergheim,

VU l'arrêté préfectoral du 17 juin 2015 portant prescriptions complémentaires pour son site de Bergheim, relatives aux rejets de lixiviats, au titre du 1^{er} du livre V du Code de l'environnement,

VU le rapport de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargée de l'inspection des installations classées concernant la visite d'inspection du 2 avril 2026,

Considérant que l'article 2 de l'arrêté du 20 juin 2023 indique que « *l'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]* »,

Considérant qu'il a été constaté, lors de l'inspection du 2 avril 2026, que l'exploitant n'avait pas établi de liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, que cela constitue une non-conformité,

Considérant que l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023 indique que « *l'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées [...]* »,

Considérant qu'il a été constaté que l'exploitant a réalisé une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS uniquement sur les rejets en lixiviats, qu'il existe un point de rejet des eaux pluviales qui ne peuvent être considérées comme non-souillées puisqu'ayant transité sur des surfaces contenant des déchets et empruntées par des poids-lourds, que cela constitue une non-conformité,

Considérant les termes de l'article L. 171-8 du code précité « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met la personne à laquelle incombe l'obligation de s'y satisfaire, dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} : la société RMB, désignée « l'exploitant » dans le présent arrêté, dont le siège social est situé route de Rodern à BERGHEIM, est mise en demeure de respecter, dans les délais prévus aux articles suivants, les prescriptions reprises ci-après, pour l'exploitation de ses installations situées à la même adresse.

Article 2 : **dans un délai de trois mois**, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2023, susvisé. Il prévoit que :

«L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] »

Article 3 : **dans un délai de trois mois**, l'exploitant respecte la prescription suivante de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 20 juin 2023, susvisé :

«L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1^{er} réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Cette campagne porte sur :

1° L'estimation de la quantité totale de substances PFAS présente, en équivalent fluorure, par l'utilisation de la méthode indiciaire par adsorption du fluor organique (AOF) ;

2° L'analyse de chacune des substances suivantes :

Nom	Abréviation	N° CAS	Code Sandre
Acide perfluorobutanoïque	PFBA	375-22-4	5980
Acide perfluoropentanoïque	PFPeA	2706-90-3	5979
Acide perfluorohexanoïque	PFHxA	307-24-4	5978
Acide perfluoroheptanoïque	PFHpA	375-85-9	5977
Acide perfluorooctanoïque	PFOA	335-67-1	5347
Acide perfluorononanoïque	PFNA	375-95-1	6508
Acide perfluorodécanoïque	PFDA	335-76-2	6509
Acide perfluoroundécanoïque	PFUnDA ; PFUnA	2058-94-8	6510
Acide perfluorododécanoïque	PFDoDA ; PFDoA	307-55-1	6507
Acide perfluorotridécanoïque	PFTTrDA ; PFTTrA	72629-94-8	6549
Acide perfluorobutanesulfonique	PFBS	375-73-5	6025
Acide perfluoropentanesulfonique	PFPeS	2706-91-4	8738
Acide perfluorohexane sulfonique	PFHxS	355-46-4	6830
Acide perfluoroheptane sulfonique	PFHpS	375-92-8	6542
Acide perfluorooctane sulfonique	PFOS	1763-23-1	6560
Acide perfluorononane sulfonique	PFNS	2723-12-01	8739
Acide perfluorodécane sulfonique	PFDS	335-77-3	6550
Acide perfluoroundécane	PFUnDS	749786-16-1	8740

<i>sulfonique</i>			
<i>Acide perfluorododécane sulfonique</i>	<i>PFD_oDS</i>	<i>79780-39-5</i>	<i>8741</i>
<i>Acide perfluorotridécane sulfonique</i>	<i>PFT_rDS</i>	<i>791563-89-8</i>	<i>8742</i>

[...]
»

Article 4 : faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 5: la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg par voie postale ou sur le site www.telerecours.fr.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir à partir du jour de la notification du présent arrêté.

Article 6 : le secrétaire général de la préfecture et le directeur de la DREAL (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Une copie est notifiée à la société RMB.

Le préfet,
pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Augustin CELLARD